

PARTI SOCIAL DEMOCRATE



PROGRAMME

Porté par

Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU



Parti Social Démocrate
Union-Travail-Progrès



TEMOIGNAGE

De l'Honorable Albertine MAGANGA MOUSSAVOU

Mes Chers Compatriotes,

C'est pour la première fois que je m'adresse à vous tant les moments sont délicats pour notre Nation qui se trouve à la croisée des chemins.

Par-delà le Parti Social Démocrate, je m'adresse à l'ensemble du peuple gabonais, je m'adresse aussi à la femme gabonaise, elle qui porte la vie et souffre plus qu'un autre être des contre-performances de notre pays et des souffrances indicibles qu'affronte sa progéniture déboussolée, sans perspectives d'avenir.

C'est dans un tel contexte que Pierre-Claver MAGANGA MOUSSAVOU nous expose une énième fois sa pensée, sa vision devenue celle du PSD afin de corriger absolument ce qui doit être.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il expose sa vision du Gabon, Pierre-Claver MAGANGA MOUSSAVOU a découvert ses convictions en 1993, en 1998, en 2009 et en 2016, il fait montre d'une persévérance et d'une volonté inébranlable à se mettre au service du peuple gabonais, malgré les nombreux écueils dressés sur son chemin et que, fort heureusement, il sait contourner avec bravoure et détermination.

J'ai donc le grand honneur et la grande fierté de prendre la parole devant cette auguste assemblée dans le but d'indiquer à tous les patriotes gabonais conscients de la gravité de la situation actuelle de notre pays et de la responsabilité individuelle et collective qui est celle de chacun, les raisons pour lesquelles nous devons tous nous reconnaître dans les idées fortes et salutaires de ce grand humaniste qui est Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU.

La Première raison

La première raison est que Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU est un homme constant. Constant dans son engagement politique, constant dans ses idées, constant dans sa quête pour le bonheur collectif du peuple gabonais.

En effet, depuis 1981, la Conférence Nationale de Mars-Avril 1990, les Accords de Paris, d'Arambo et ceux d'Akanda, Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU a toujours défendu les idéaux de justice sociale, d'équité de développement harmonieux de notre pays, sous tendus par son cheval de bataille, ***la Provincialisation***.

Quelque soit l'endroit où il se trouve, il milite toujours pour l'enracinement de la démocratie. Beaucoup ne le savent peut-être pas : les enveloppes accolées, c'est lui ; la signature des bulletins de vote par le Président et les deux assesseurs, c'est encore lui afin de limiter la fraude et l'achat des consciences !

D'ailleurs, au moment où le Gabon est au bord du gouffre, je suis fier de constater que contre vents et marées, Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU a su maintenir notre Parti dans le giron des formations politiques encore debout et dynamique, certaines autres ayant décidé de se laisser phagocyter par ceux-là qui nous combattaient avec acharnement hier.

La deuxième raison

La deuxième raison c'est que compagne de toujours de Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU, mon témoignage sur l'être humain Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU ne peut être remis en cause par aucune personne au monde : je le connais mieux que quiconque sur terre. En effet, nos chemins se sont croisés dans notre quartier de Moutsanoupinza à Mouila, à 15 ans d'âge respectivement. Depuis lors, nous ne nous sommes plus quittés. Mariés à 22 ans nous avons continués nos études supérieures à Rennes en France avec deux petits enfants de 2 ans et demi et 6 mois devenus respectivement pour l'une Hépatogastro entérologue et, pour l'autre, Banquier et Ministre de la République. En bonne époux soucieux de la réussite universitaire de son épouse, il n'a pas hésité à mener pour moi, dans toute la région de Bretagne, les enquêtes nécessaires à la rédaction de ma Thèse de Doctorat 3^e cycle, là où d'autres hommes auraient chargé leurs conjointes de maternités, lui Pierre Claver, s'est surtout et d'abord préoccupé de mes études.

Quelle belle leçon d'amour, d'attention, de sollicitude et surtout d'abnégation vis-à-vis de son 1^{er} prochain, c'est-à-dire, moi sa femme !

Je ne parle pas du capital courage dont il dispose qui le rend toujours prêt à affronter toutes sortes d'épreuves et en sortir toujours victorieux, plus fort que jamais ! Une véritable bête de travail ; ses actes parlent pour lui, tout le monde le sait.

C'est un grand humaniste qui combat l'injustice, l'ostracisme, la diffamation... parce qu'il a trop souffert des manigances, des machinations pour porter atteinte à sa dignité, son intégrité physique et morale par plusieurs tentatives de discrédit, pour ruiner sa carrière politique : innocent, il s'en est toujours tiré avec la grâce de Dieu. Moi-même, j'ai vécu dans ma chair ses moments très difficiles.

Mais avec quel soulagement j'ai vu cet homme transcender toutes ces situations, rester debout et déterminé à poursuivre son combat pour le développement et le bien-être du peuple gabonais : un homme d'Etat.

En tant que Femme politique, ensuite, je voudrais rétablir une bonne fois pour toute une vérité que certains esprits retors se plaisent à déformer dans le but manifeste de nuire à la personne de Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU.

Selon eux, je serais plus populaire que lui et constituerais de ce fait le pilier du PSD. L'occasion m'est donc donnée ce jour d'affirmer solennellement du haut de cette tribune que mon engagement politique comme réussite en la matière sont l'œuvre de Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU.

En effet, en Mars - Avril 1990, il m'a propulsé au bureau de la Conférence Nationale en tant que Rapporteur. Puis, malgré mes hésitations somme toute fondées, moi Massango de Mimongo (d'une autre ethnie que la sienne) candidate en 1990 aux Législatives dans le canton Ngounié-Centrale, ce canton, réputé punu, il m'a confortée, renforcée dans l'idée selon laquelle je pouvais devenir l'élue des habitants de cette belle contrée de notre pays. Il s'est jeté dans l'arène politique lui-même, préférant négliger son rude combat dans la ville de Mouila, plutôt que de me voir battue.

Le résultat vous le connaissez tous : je suis député du 3^e siège du département de la Douya-Onoye, le sien, depuis 5 mandats !

A ce stade de mon propos, permettez-moi de rendre un vibrant hommage à mes électeurs du canton Ngounié-Centrale qui, malgré les attaques acerbes de mes adversaires, m'ont sans cesse renouvelé leur confiance.

Oui, chers compatriotes,

Combien de gabonais seraient-ils capables de promouvoir d'aussi belle manière leurs épouses, plutôt que de se mettre eux-mêmes au-devant de la scène ?

Combien seraient prêts à s'effacer au profit de leurs conjointes ! Aussi voyez-vous, on devrait aussi le dire pour mon cas spécifique : comme on le dit pour l'homme, « derrière une grande Dame, il y a un grand homme » !

Il est difficile pour une femme d'affronter la politique seule, c'est un monde très rude croyez-moi !

Mes chers compatriotes,

Je viens vous présenter quelques facettes de Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU, notre Président, c'est lui l'homme qu'il faut pour redresser ce pays. Même si j'anticipe sur sa candidature que j'appelle, comme nombre de gabonais, de tous mes vœux. Ce pays si riche pourtant, vu son potentiel immense mais dont les populations sont malheureusement immensément pauvres, maintenues que dirai-je, entretenues dans la précarité pour mieux les asservir ; n'en déplaisent à tous les prévaricateurs : l'heure est maintenant au réveil, la récréation est terminée !!

Peuple gabonais,

Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU est un travailleur, un homme de parole, un homme juste, honnête, un humaniste qui connaît le Gabon et surtout les gabonais dont il ne découvre pas la misère aujourd'hui parce qu'il veut être bien vu !! il est prêt à te servir, pourvu que tu le veuilles toi-même : « aides-toi et le ciel t'aidera » !

Ne vous laissez plus avoir par tout le cinéma, le cirque, orchestrés par les tenants du pouvoir, et bien d'autres, se traduisant par l'inauguration de bouts de routes inachevées, d'aéroports toujours en projet, par des projets non aboutis et dont la réalisation reste un leurre.

Il est temps de nous approprier notre destin.

Nous, Femmes particulièrement,

Combien d'humiliations attendons-nous encore de subir pour comprendre qu'il n'y a plus rien à espérer de ce système ! Après avoir été promenées nues comme des animaux de cirque à l'instar de nos sœurs commerçantes de la Gare routière ; après la réduction de nos enfants en mendiants parce que livrés au chômage, après leur destruction par la drogue, l'alcoolisme, l'homosexualité, la pédophilie, la prostitution..., tous ces maux qui ruinent nos espoirs de parents et plus gravement, leur avenir. Que faut-il de plus ? qu'attendons-nous pour exprimer notre révolte ? Levons-nous mes sœurs ! Je suis gabonaise comme vous. Je connais le Gabon notre pays, je connais vos problèmes, nos problèmes ; aussi je n'attends pas comme les autres épouses que le mari se débâte seul, pour que une fois élu, elles viennent se pavaner sans effort aucun, et se faire appeler « première Dame ».

Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU sait reconnaître le mérite de la femme. Sur quatre (4) parlementaires PSD, deux (2) sont des femmes non sans mérite.

Chères sœurs, venez, votre place est là à mes côtés, elle est prête, je vous la chauffe depuis longtemps ne me laissez pas seule ; ouvrez vos cœurs, ouvrez vos yeux : Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU a posé plus que quiconque des actes qui appellent notre adhésion à sa personne et à sa politique de Provincialisation pour l'avenir assuré de notre pays, pour l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

Je vous remercie !

Les (7) piliers

1- L'éthique de développement.....	16
2- La création une véritable économique	20
3- La route.....	22
4- L'éducation et la formation professionnelle	23
5- La santé, la population, l'immigration sélective	26
6- La provincialisation	29
7- La politique de Co-développement.....	31



PROGRAMME DU PARTI SOCIAL DEMOCRATE

**Porté par Pierre Claver MAGANGA
MOUSSAVOU**

Chers Compatriotes,

J'ai toujours nourri l'ambition de changer le système de gestion de notre pays par un tout autre plus efficient, plus efficace, plus économique au service du plus grand nombre par le plus grand nombre.

Pour ce faire, je n'ai pas attendu que le président Omar Bongo ne soit plus de ce monde pour indiquer au peuple gabonais tout entier quel devrait être ce nouveau système.

La volonté chevillée au corps, j'ai l'espoir qu'un jour, que je souhaite très proche, ce peuple qui a par trop pâti, trop souffert finira par accéder à l'idée d'établir un nouveau système : « la Provincialisation » sous-entendue par une véritable déconcentration et une nécessaire décentralisation.

En effet, le système de gouvernance actuel dont nombre de politiques veulent passer pour héritiers, a généré une monstruosité comparable à un homme qui a une grosse tête et des membres squelettiques. La grosse tête c'est Libreville, Akanda, Owendo et Ntoum, « le grand Libreville ». Le reste du pays est squelettique parce que le sang afflue uniquement à la tête et le reste du corps étant mal innervé s'atrophie.

Ainsi décrit, le Gabon est malade ; gravement malade s'il n'est pas encore mort, grâce à la perfusion qu'on lui administre par l'exploitation de ses matières premières, il n'en demeure pas moins qu'il est dans un état végétatif.

Par conséquent, si rien n'est fait, pour prendre en main ce grand malade, nos petits-enfants et arrières petits-enfants passeront le temps à nous maudire, à maudire notre génération pour ce que nous avons paresseusement laissé dilapider nos richesses communes, nous complaisant dans la vénalité et l'oisiveté en renforçant un système que nous pensions tous à la fin de son cycle, au sortir de la Conférence Nationale. Un système qui a annihilé l'effort, le courage, l'esprit d'initiative et l'esprit d'abnégation ; un système qui a nivelé par le bas des gabonais condamnés à être des sous Hommes, des spectateurs dans leur propre pays, voués désormais à la prière pour espérer une transformation de leur vie parce que bercé par les vendeurs d'illusions, quand Dieu lui-même nous invite à l'effort et à nous lever pour affronter un système inique avec courage et abnégation !

En vous proposant la Provincialisation, une véritable révolution, je pense à mon expérience, à mes différentes fonctions qui m'ont conduit à me tenir auprès d'un peuple désabusé que je me dois de rendre libre avec le concours de tous mes autres concitoyens.

Ce n'est pas faute d'avoir eu le courage de vous dire assez tôt que ce système ne pouvait nous mener nulle part : j'ai crié, ciré sur la colline vous n'êtes jamais venus à moi, étourdis par le brouillard des manipulateurs, par ceux qui ont su plomber vos ailes pour vous empêcher de prendre l'envol !

En 1993, j'ai été Candidat, vous ne m'avez pas assez entendu. Et même si vous l'aviez fait, les champions de la falsification ont détourné les résultats, aujourd'hui, ils peuvent avoir fière allure !

En 1998, j'ai une fois encore tenté de vous convier à quitter ce système, la laideur d'un tripatouillage des résultats, exacerbé par un gouvernement de voyous aura achevé de me convaincre que les tenants de ce système n'ont jamais voulu œuvrer pour l'avènement de la démocratie dans notre pays : établir à la tête de notre pays, son chef tel un roi issu d'un droit divin, devait y demeurer jusqu'à sa mort !

Le vacarme assourdissant né de la candidature d'Ali Bongo en 2009 a relégué au second plan mon Projet de Société. Il est vrai qu'au Gabon, les querelles de personnes prennent toujours le pas sur la confrontation des idées. Aussi, lorsque des Hommes de peu de conviction pose le problème de ma Candidature aux élections présidentielles, je réponds que je vis avec l'espoir que ma persévérance connaîtra un dénouement heureux. Parce que, tout peuple finit toujours par se révolter même contre lui-même, contre la situation dans laquelle il s'est laissé entraîner en convoquant pour une fois la raison qui lui commande de juger la qualité de l'homme, non point par le prisme déformant de l'argent sale, mais par la qualité d'un programme et des actes posés toute une vie durant par cet homme politique, mieux à même de susciter chez un peuple conséquent, l'espoir de lendemains meilleurs !

Chers compatriotes, en adhérant massivement à la Provincialisation, vous nous verriez émus par cette marque de sollicitude et de confiance.

L'année 2023 devra donner l'occasion d'en finir avec un système pour un autre plus efficace. Une élection qui sonne le glas des pratiques éculées ; qui sonne le glas d'une gestion scabreuse de nos finances publiques et dispendieuses de notre économie. Une grande occasion qui devra conduire au choix d'un homme muni d'un programme qui mettra fin à la gabegie, à la concussion, à la corruption, aux dépenses ostentatoires, aux mœurs frelatées et aux crimes de sang à but fétichiste. Une grande occasion qui, par le choix des Hommes, permettra d'ancrer durablement la paix des cœurs par la survenue d'une politique qui garantisse les libertés essentielles à chaque citoyen gabonais.

Ces libertés essentielles se traduisent chez chaque citoyen par un emploi correctement rémunéré, un logement décent, par la capacité que ce citoyen aura d'éduquer, de soigner, de vêtir, de nourrir sa famille.

Lorsque chaque citoyen gabonais disposera de ces libertés essentielles, il s'attachera à préserver la paix. En effet, l'équité et la justice sociale sont des fondamentaux d'une paix durable et inébranlable.

C'est-à-dire, la lourde mission qu'aura celui sur qui le choix se sera porté, d'engager de profondes mutations et transformations de notre société !

Chers compatriotes,

Avant de prendre la décision de présenter un candidat aux élections présidentielles, le Parti Social Démocrate se doit de jauger sa santé. En effet, depuis l'avènement du multipartisme, le PSD est présent à l'Assemblée Nationale et au Sénat sans discontinuer. Le PSD a toujours su tirer son épingle du jeu par sa présence dans la gestion des collectivités locales. Le PSD promeut la Femme gabonaise en étant représentée par deux d'entre elles dans les deux Chambres du Parlement ; parce que nous croyons à la gente féminine comme étant l'égale de l'homme donc une citoyenne à part entière.

Le PSD ayant réussi à annihiler la représentation d'une opposition pourtant majoritaire dans l'opinion, le PSD apparaît comme une évidence dans le leadership que son Président doit assumer pour relayer la course engagée depuis 1990 ; car il s'agit bien de relayer le rôle que plusieurs formations politiques ont joué avant le PSD.

Ne pas confondre mon positionnement c'est enterrer définitivement les partis politiques ; c'est priver l'opposition d'une vision claire et pragmatique du combat que nous sommes tenus de mener ensemble jusqu'au bout au fin de libérer notre peuple du joug des oppresseurs d'où qu'ils viennent.

Ne pas alors soutenir le PSD et son Programme c'est bafouer quelques personnalités qui ont cependant affronté Omar Bongo de son vivant et qui, pour moi, méritent respect et considération.

Par ailleurs, sans que mon expérience soit supérieure à celle des autres, on notera qu'Inspecteur Général des Finances, j'ai occupé les fonctions ci-après :

- Fonctionnaire du Ministère de l'Economie et des Finances (dès 1978) ;
- Conseiller économique et financier à la Présidence de la République (1990-1982) ;
- Conseiller au Fonds Monétaire International (1983-1984) ;
- Secrétaire Général du Conseil National des Municipalités (1985) ;
- Conseiller du Président de la République au Ministère de la Planification (1985-1986) ;
- Contrôleur Général d'Etat (1986-1987) ;
- Maire de la Commune de Mouila (1987-1989) ;
- Commissaire Générale à l'Aménagement du Territoire (1990) ;
- Ministre d'Etat, Ministre de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1994-1996), et à ce titre, j'ai assumé les missions de
- Gouverneur de la Banque Mondiale, de Vice-Gouverneur de la BAD et de la BID, et membre du Comité de gestion de la BEAC ;
- Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural (2002) ;
- Maire du 1^e Arrondissement de la Commune de Mouila (2003-2004) ;
- Ministre d'Etat, Ministre de la Refondation, des Droits de l'Homme et de la Lutte contre la Corruption et l'Enrichissement illicite (2004-2006) ;
- Elu Député et Conseiller Municipal de la Commune de Mouila (2006-2011) ;
- Ministre d'Etat, Ministre des Transports, de l'Aviation Civile et du Tourisme (2006-2007) ;
- Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Ville, de l'Artisanat, Chargé de l'Evaluation des Politiques Publiques (2008-2009) ;
- Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation professionnelle et de l'Insertion des Jeunes (2009) ;

- Maire de la Commune de Mouila (2013-2017) ;
- Vice-Président de la République Gabonaise d’Août 2017 à Mai 2019

Titres Honorifiques

- Chevalier du Mérite Gabonais, Chevalier de l’Etoile Equatoriale (1988)
- Chevalier du Mérite Agricole (1998)
- Grand Officier CEMAC (2004)
- Grand Officier de l’Etoile Equatoriale (2004)
- Grand Croix du Mérite Gabonais (2017)
- Docteur Honoris Causa (Ecole Doctorale de Lyon, 2018)

Vie Politique

- Président du Parti Social Démocrate
- Participation très active à la Conférence Nationale de 1990
- Participation très active aux Accords de Paris (Co-président Commission d’Etat de droit)
- Vice-président du Conseil de la Démocratie (CND)
- Participation très active aux Accords d’Arambo en 2006
- Participation très active à la Concertation Opposition-Majorité sur la Biométrie en 2011
- Participation très active au Dialogue National d’Angondgé (Co-Président du Bureau pour le compte de l’Opposition en 2017)

Nombre d’Elus Actuels

- 3 députés
- 1 Sénateur
- 3 Maires (Guiétsou dans la Province de la Ngounié, Mabanda dans la Province de la Nyanga et Mékambo dans la Province de l’Ogooué Ivindo)
- 1^{er} Président du Conseil Départemental (Mougalaba dans la Province de la Ngounié)
- 53 élus locaux

C'est là à mon sens et sans fausse modestie toute l'expérience et toute l'expertise qui vient conforter la restitution d'un programme revu et corrigé qui a pour ambition de changer le système de gouvernance où le pouvoir est dans les mains d'un seul homme entouré d'un groupe d'amis avides de plaisirs et de soumission, prenant pour eux ceux qui appartient à tous, asséchant les finances publiques par la création de toute sorte d'artifices (cas des Agences).

Mais de toutes les expériences, celle qui m'a le plus apporté c'est celle tirée de mon vécu dans la Province du Woleu-Ntem où, j'ai appris à aimer mon village pour ne point me couper de mes racines. En suivant l'exemple du Woleu-Ntemois, j'ai appris à investir dans mon village, dans ma ville. En suivant l'exemple du développement de ce terroir, j'ai appris à participer à la construction de mon pays qui passe par le village, structure de base. Si tous les Hommes politiques avaient fait autant avec abnégation, nos villages et nos villes auraient connu une amélioration ; ce qui par ailleurs, aurait inciter le peuple gabonais, sans être appâté par l'argent, à faire confiance à son élite, aurait freiné l'exode rural et maintenu la vie en milieu rural.

Chers compatriotes,

En m'apportant votre soutien, il dépend de vous que ce programme ait de la consistance. Cependant, c'est seulement après avoir fait le tour du Gabon que je serai assuré que par-delà les militants et sympathisants du PSD, le peuple gabonais, qu'il soit du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, souhaite l'avènement de la Provincialisation, un système de gestion d'un pays, d'une Nation juste et équitable afin que véritablement aucune Province ne soit supérieure à une autre !

La Provincialisation n'a pas pour ambition d'exclure, mais de rassembler pour bâtir un Gabon véritablement uni et dont la prospérité devra atteindre, autant que faire se peut, chaque maison, chaque foyer, chaque citoyen.

Alors tous ensemble, debout comme un seul Homme, implorant le Dieu Tout Puissant dont

les voies sont impénétrables pour qu'il ouvre nos cœurs, guide nos pas et nous conduise sans peur, sans faillir ni faiblir vers l'adhésion à la Provincialisation.

Tous ensemble, debout comme un seul Homme, martelons quelques vers tirés de notre Hymne National, je cite : « Eveille-toi Gabon, une autre aurore se lève, Encourage l'ardeur qui vibre et nous soulève ! C'est enfin notre essor vers la félicité ».

Une félicité synonyme de développement pour tous, pourvu que nous comprenions qu'il dépend de notre seule volonté de consentir à tourner résolument la page aux fins d'inscrire avec enthousiasme une page nouvelle, plus dense, plus équilibrée, plus juste et plus généreuse.

Le développement de notre pays que nous voulons inscrire en lettre d'or se lit au travers d'un programme pragmatique, réaliste, aisé dans sa mise en œuvre et dont le socle repose sur sept (7) piliers qui symbolisent notre engagement de tous les instants :

- 1- L'Éthique de développement,
- 2- La création d'une véritable économie,
- 3- La route,
- 4- L'éducation et la formation professionnelle,
- 5- La santé, la population, l'immigration sélective,
- 6- La Provincialisation,
- 7- La politique de Co-développement.

1- L'ETHIQUE DE DEVELOPPEMENT

L'Éthique de développement est rendu nécessaire à tout peuple aux fins de lever les obstacles majeurs qu'il met volontairement ou involontairement au travers de son chemin ruinant toute perspective de développement.

On entend par éthique de développement, l'éthique individuelle, l'éthique de groupe et l'éthique du pouvoir.

L’Ethique individuelle renvoie à l’effort que tout citoyen doit fournir pour le développement de son pays. En effet, il revient à chaque gabonais de s’approprier certaines valeurs que sont l’effort, le courage, l’esprit d’initiative et l’esprit d’abnégation. Car, ce sont ces valeurs qui font un grand pays, qui fondent une grande Nation.

La facilité, le favoritisme doivent céder la place au mérite. Si le président Omar BONGO ONDIMBA avait dit qu’il pouvait « faire d’un chien un chat et d’un chat un chien », il me plaît de vous dire que mon souhait à moi est de faire de chaque gabonais, un citoyen responsable, assurant avec détermination les missions de développement liées à ces qualités. Il n’y a pas de honte à être un bon éleveur et le demeurer. Il n’y a pas de honte à être un bon technicien de surface et le demeurer sans chercher à devenir, par l’artifice d’un article quelconque, administrateur civil.

Cet artifice a tué l’effort, a tué le courage, a tué l’esprit d’initiative et l’esprit d’abnégation, a annihilé toute volonté chez un peuple qui devient attentiste.

L’Ethique de groupe voudrait que les partis politiques, les syndicats, les associations ne s’investissent pas dans la défense des seuls intérêts de groupe comme il arrive trop souvent dans ce pays.

A l’occasion des choix politiques, un parti politique ne peut pas fonder sa seule motivation sur la conservation d’un pouvoir aux fins de préserver les acquis de ses membres sans se préoccuper de l’intérêt général.

Il se créerait ainsi, chaque jour davantage, un fossé entre les tenants du pouvoir et le plus grand nombre, avec sa cohorte de tensions sociales.

L’éthique de groupe doit conduire par ailleurs au dialogue et à la tolérance.

Chaque membre doit s’en imprégner car l’absence de dialogue en son sein et avec d’autres groupes entraîne l’intolérance et l’intolérance entraîne les excès, les excès entraînent la violence et la violence entraîne la contreviolence préjudiciable à la paix.

Le groupe devrait au contraire protéger les individualités de trempe qui courent le risque d'être écrasées par la masse des inconscients et des irresponsables.

L'Ethique du Pouvoir doit conduire celui qui en est détenteur à ne point s'en saisir pour asservir le peuple mais pour être au service de tous en gérant dans la transparence les deniers publics. L'exemple venant d'en haut, il est fort à parier que si les dirigeants se manifestent par une voracité coupable des deniers publics, le reste du Corps social se comportera de la même manière annihilant ainsi tout effort de redressement national.

Tout Social Démocrate doit s'engager à gérer dans la transparence les deniers publics de l'Etat et à ne pas défavoriser les actions de l'Etat au profit des actions privées comme de privatiser la gestion de l'Etat par la création des Agences.

Il doit s'engager au strict respect de la Constitution.

Une Constitution où le mandat présidentiel sera de 7 ans renouvelable une seule fois.

Le PSD s'engage à privilégier l'intérêt général au détriment des égoïsmes particuliers, comme de veiller à ce que la parité Homme-Femme soit respectée.

Le PSD s'engage à améliorer le traitement de l'ensemble des fonctionnaires et à engommer les trop fortes disparités. Pour ce faire, le PSD doublera la valeur indiciaire pour la rendre compatible aux exigences de mieux être du fonctionnaire gabonais au travail.

L'attachement de tout poste budgétaire à chaque structure achèvera de rémunérer les fonctionnaires fictifs et améliorera l'encadrement et la formation des apprenants dans les villes comme dans les villages.

La faiblesse de l'épargne des gabonais liée à une retraite jugée dérisoire aggravée en cela par une population active qui s'amenuise conduisent le PSD à mener des actions vigoureuses pour le plein emploi conjugué à un relèvement de l'âge de la retraite.

C'est ainsi que pour les métiers techniques exigeant une formation physique, elle sera portée à 60 ans ; pour les autres agents publics et privés, à 70 ou 75 ans même si à 65 ans on peut légitimement avoir droit à la retraite.

Il y a en effet comme une aberration que l'on soit plus apte à gérer un pays à 70 ans et au-delà qu'à exercer les fonctions de Médecin, d'Enseignant, de Chercheur ou d'inspection. Comme si les fonctions présidentielles étaient de tout repos !

Le relèvement de l'âge de la retraite et de la valeur indiciaire devrait permettre d'améliorer le niveau des retraites et c'est ce à quoi le PSD doit s'atteler.

Ces mesures s'inscrivent, faut-il toujours le rappeler, dans la volonté d'imprimer une gestion transparente des ressources d'une part et d'autre part, dans la création d'une véritable économie qui permettra de multiplier les richesses favorisant ainsi une meilleure redistribution du revenu national.

Ce revenu national, le PSD souhaite l'améliorer dans le court terme par plusieurs mesures sur l'impôt et un contrôle rigoureux de l'Etat, plus efficace et plus efficient. La notion de solidarité et de partage doit avoir un sens. Tout gabonais, à la naissance et à vie recevra une contribution de solidarité de 25.000 F CFA (38€) et la gratuité des soins. Ce qui entraîne une réforme profonde touchant les allocations familiales et la CNAMGS.

Il y va de l'équité et de la justice sociale qui sous-entend la paix. Il y va de la bonne marche de l'Etat. Il y va de la stabilité des institutions dont doivent être garants les détenteurs de tout pouvoir dont celui principalement de Chef d'Etat, clef de voute de toutes les Institutions.

L'Ethique de développement ainsi comprise autorise l'avènement d'une véritable économie.

2- BÂTIR UNE VERITABLE ECONOMIQUE

Bâtir une véritable économie c'est mesurer avant tout qu'un pays comme le Gabon qui dispose des richesses du sol et du sous-sol mérite de les exploiter sans en dilapider le capital qui a appartenu aux générations passées et qui doit aussi appartenir aux générations futures.

Aussi, convient-il de rompre avec une économie de cueillette. Nous devons nous abstenir d'exploiter les richesses de notre sol et de notre sous-sol aussi longtemps que nous ne disposerons pas d'une technostrucure pour éviter tout appauvrissement qui hypothèquerait le futur de notre pays.

L'exploitation des richesses du sous-sol doit entraîner des gains substantiels permettant d'opérer des investissements judicieux qui pérennisent l'essentiel des revenus.

Une véritable économie, à l'inverse d'une économie de cueillette, permet de créer plus de richesses ; de créer plus d'emplois et de lutter efficacement contre le chômage.

Le fort taux de chômage enregistré dans notre pays est bien la conséquence des contre-performances liées à des investissements hasardeux et souvent à une gestion laxiste des organisations créées sur fonds publics.

Ce constat doit nous conduire à un ressaisissement auquel nous devons tous nous employer.

La fuite des capitaux liée à un endettement colossal (7.000 milliards de F CFA sans impact sur le développement), orchestrée par une élite peu sûre d'elle, achevée d'appauvrir une économie incapable d'absorber une main d'œuvre très qualifiée qui se voit obligée de s'expatrier.

Concernant cette dette colossale du Gabon, une conférence devra être organisée avec les bailleurs de fonds pour situer les responsabilités et envisager des solutions permettant à notre pays de réenclencher son développement.

Le Parti Social Démocrate doit s'attacher à faire en sorte que toute entreprise exploitant nos richesses du sol et du sous-sol présente un ou plusieurs projets de diversification de ses activités en y consacrant les fonds de la Provision pour Investissements diversifiés (PID).

Par ailleurs, le PSD reformera le Code forestier gabonais en faisant en sorte d'orienter l'exploitation forestière au bénéfice du monde rural en consacrant 1/3 du bois exploité à la construction des logements sociaux en milieu rural et aux besoins locaux.

Face à la précarité de l'emploi, le PSD préconise la création d'un fond d'insertion et de réinsertion de l'ordre 15 milliards de F CFA par an, aux fins de favoriser l'établissement des jeunes issus de la formation professionnelle et des personnes déflatées y compris des étudiants en fin d'études détenteurs de projets qui nécessitent l'accompagnement de l'Etat.

A ce dispositif, seront mises à l'étude des mesures fiscales aux fins d'inciter les entreprises à offrir aux jeunes un premier emploi ou des stages de pré-embauche.

Tout doit être fait pour que notre jeunesse ait foi en l'avenir, foi en elle-même et aux nombreuses possibilités que pourrait lui offrir un pays dont l'économie se doit d'être restructurée.

L'engagement est pris d'associer toutes les bonnes volontés qui existent dans ce pays, à l'intérieur comme à l'extérieur, et qui ne demande qu'à se rendre utile.

Ainsi, édifier une bonne économie imposerait nécessairement le développement d'une infrastructure routière performante.

3- LA ROUTE

La route fait dépendre la circulation des marchandises ; elle sous-tend le développement de l'agriculture et du commerce. Elle participe fortement à la fiabilisation et à la sécurisation du transport terrestre avec à la clé la réduction des coûts y afférents.

La route fait dépendre également le développement du tourisme, un secteur potentiellement dense et extraordinairement riche qui reste encore inexploité.

Aux fins de rattraper le retard accumulé dans ce domaine, le PSD s'engage à consacrer sur sept ans et annuellement, 300 milliards de F CFA pour permettre au Gabon d'avoir un réseau routier d'environ 2100 kilomètres de route bitumée en reliant prioritairement les Capitales provinciales entre elles.

Le Gabon notre pays ne peut avoir des chances d'asseoir son développement sans une route bitumée et correctement entretenue. Une route qui fait par ailleurs accroître le sentiment d'appartenance à une même Nation.

C'est de cette obligation d'en faire un vecteur de développement et d'unité nationale que naîtra une route gabonaise fiable et viable.

La route du développement sera constituée d'une ossature, autoroute de fois 2 voies et des voies connexes. L'autoroute partira de Libreville à Mayumba.

Tout au long de cette autoroute fleuriront des ouvrages d'art de desserte et de raccordement des voies provinciales et départementales bitumées, 1 fois 2 voies avec les linéaires suivants :

- Cocobeach - **Ntoum**
- Bitam – Minvoul – Oyem – Sam - Bibasse, Medouneu - **Kougouleu**
- Oyem – Mitzic – Lalaea
- Mékambo – Makokou

- Franceville – Makokou – Lalara
- Boué – Lalara
- Lalara – Ndjolé – **Bifoun**
- Franceville – Koulamoutou – Mimongo – **Mouila**
- Malinga – Mbigou – Lébamba – **Ndéndé**
- Guietsou – **Pk 19 route Fougamou**
- Guietsou – **Pk 13 route Ndéndé**
- Ikobe – Sindara – **Oyenano**
- Moulenguibindza – **Tchibanga**
- Moabi - **Mbadi**
- Moabi – **Tchibanga**
- Gamba – Loubomo
- Port-Gentil – Omboué – Mandji – Yombi

Comme on peut l’imaginer, le Gabon sera un grand chantier qui nécessitera que la communauté internationale soutienne le Gabon dans l’effort de construction de sa route.

Nous comprenons qu’une telle infrastructure ne peut être de qualité sans le concours d’une main d’œuvre bien formée et hautement qualifiée.

Par ailleurs, un développement équilibré implique des mesures incitatives aux fins de combler l’absence d’investissements à l’intérieur du pays. La baisse de moitié des prix de l’eau et de l’électricité hors du grand Libreville participera à cette ambition.

4- L’EDUCATION ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L’Education et la formation professionnelle sont des investissements indispensables qui seuls autorisent l’appropriation intelligente de nos potentialités. Il y a nécessité de faire de ce secteur comme de celui de la santé, des fers de lance d’une politique rattachant tout

poste budgétaire à un poste de travail afin de gommer tout délai ou retard dans la prise en compte de la rémunération des personnels qui y sont rattachés. Cette réforme sur les postes budgétaires sera par ailleurs engagée pour éviter que certaines zones du territoire soient désertées au profit d'autres.

Toute formation doit porter l'esprit et le corps « mens sana in corpore sana ».

Tout établissement primaire, secondaire et universitaire ; toute Grande Ecole devra mettre un point d'honneur à briller par ses performances sportives.

C'est fort de cette pratique généralisée du sport que nous tirerons des ressources renouvelables aux fins d'engager des combats modernes pour la fierté de notre pays. C'est par le sport que les gabonais vont se réapproprier l'effort, le courage, l'esprit d'initiative et l'esprit d'abnégation.

L'allocation des fonds conséquents aux établissements secondaires avec internats est ici rendue nécessaire pour enrayer la déperdition. Cette décision aidera à favoriser la vie en communauté, et à conforter l'unité nationale. Parce que l'internat est l'un des creusets où se retrouvent les enfants de divers horizons et de différentes conditions qui apprennent à vivre ensemble et finissent par s'accepter et se tolérer.

S'agissant de l'Enseignement supérieur, le PSD s'attachera à y voir administré un enseignement de qualité. La réalisation du projet de construction des Universités d'Oyem, Port-Gentil et Mouila, investissement structurant, est essentielle à la fondation de notre développement. Sa mise en œuvre participera à la politique de déconcentration et de création de pôles de développement. Il est par ailleurs envisagé la construction d'une école polytechnique tournée vers les métiers agricoles en partenariat avec la société OLAM PALME pour faire corps au grand investissement réalisé au Gabon sur le palmier à huile et l'hévéa culture.

Des résidences universitaires adossées à toutes les universités et grandes écoles seront construites, en suscitant un partenariat public-privé.

Il est à souligner que l'Etat prendra à bras le corps la résolution des problèmes liés au fonctionnement dans les conditions les meilleurs de toutes les universités et nos Grandes Ecoles déjà en place.

Tout jeune gabonais admis au Baccalauréat bénéficiera selon l'orientation de chaque étudiant et des besoins du pays, d'un crédit de formation de 5 à 10 ans dont la revalorisation de l'allocation s'opèrera après examen des conditions de vie de l'étudiant. A la fin de ces études, il doit obligatoirement travailler pendant deux (2) ans pour le compte de l'Etat dans un cadre de service civique obligatoire avant son insertion à la fonction publique ou dans le secteur privé.

L'Etat doit consentir à former son élite, car le développement du Gabon en dépend. Il faut définitivement mettre fin à l'improvisation dans un secteur sans lequel l'on ne saurait parler de développement. Le Parti Social Démocrate s'engage à offrir au secteur de l'éducation, à diplôme égal, les meilleurs salaires car ce sont les éducateurs qui façonnent l'Homme, et partant, le future d'un pays. Le PSD voudrait résolument mettre à la disposition de nos enfants les nouvelles technologies dont ils ont besoin pour la maîtrise de la connaissance et du savoir. Ainsi, la mise à disposition des ordinateurs et d'un système wifi gratuit à haut débit dans tous les établissements participera de cette volonté y compris en milieu rural afin d'éviter des disparités.

La formation technique et professionnelle quant à elle bénéficiera d'une attention particulière parce qu'elle permet d'opérer une insertion et une réinsertion des plus efficaces des jeunes comme des moins jeunes.

Les jeunes apprenants gabonais ne peuvent être attirés par la formation professionnelle que s'il y existe un encadrement efficace avec des filières de formation qui offrent de véritables perspectives d'emplois voire d'auto emplois correctement rémunérés.

Aussi, dans chaque Province doivent être installés des Centres de formation à même d'accueillir des jeunes y compris ceux appelés à servir dans une armée de métier dorénavant tournée vers le développement.

Un crédit de formation professionnelle de trois (3) ans sera accordé afin que chaque jeune n'ayant pas été scolarisé puisse accéder à un métier utile à sa participation au développement de notre pays. Un fonds d'insertion des jeunes sera créé à cet effet aux fins de manifester tout l'intérêt que l'Etat porte à sa jeunesse. A cet effet, les allocations familiales trop faibles et peu seront remplacées par un revenu universel de solidarité de 25.000 F CFA par mois et à vie. Une action simple et transparente.

Ayant le souci du respect du concept d'« esprit sain dans un corps sain », faire asseoir une bonne éducation implique forcément de développer la santé.

5- LA SANTE, LA POPULATION, L'IMMIGRATION SELECTIVE

La sante, la population, l'immigration sélective, efficace, c'est garantir un corps social sain apte à assurer le développement du pays.

Les hôpitaux provinciaux vont être dotés des spécialités en radiologie, en gynécologie, en pédiatrie et en chirurgie. Les autres spécialités seront logées dans les autres hôpitaux de référence : Libreville, Port-Gentil, Franceville, Oyem et Mouila. Il conviendra d'engager des négociations avec nos partenaires pour consentir la formation des spécialistes dans le Gabon a grandement besoin.

Par ailleurs, la qualité des plateaux techniques et l'approvisionnement régulier des médicaments de nos dispensaires, nos centres médicaux, nos hôpitaux régionaux et hôpitaux universitaires seront au centre des préoccupations de l'Etat, des provinces, des départements et des communes.

Tout centre médical d'un chef-lieu de département doit disposer d'au moins deux postes budgétaires de médecins, l'un pour le résident et l'autre pour la médecine ambulatoire en direction de l'ensemble du département.

Une bonne politique de santé est liée à celle portant sur la population. La politique sur la population vise à mettre en place une politique nataliste doublée d'une immigration sélective aux fins d'atteindre une population optimale d'environ cinq (5) millions d'habitants d'ici à 10 ans, dont le Gabon a grandement besoin s'il veut donner à son économie des chances de prospérer !

Au nombre des mesures incitatives qui vont sous-tendre la politique nataliste, figure le logement pour chaque famille nombreuse à faible revenu sous la responsabilité des communes et des conseils départementaux, comme vont l'être la construction des casernes pour nos forces de sécurité qui ont par trop vécu dans les quartiers désurbanisés s'exposant inutilement à la vindicte populaire.

L'acquisition desdits logements sera conditionnée par le paiement d'un loyer à la hauteur de 10% du revenu mensuel. Son concernés ceux qui ont des revenus allant de 150 à 500.000 F CFA par famille ; soit 15.000 F CFA pour la plus petite tranche de revenu, et ce, pendant dix (10) ans avant d'en être propriétaire ; le logement étant gratuit en milieu rural afin d'inciter les gabonais à repeupler ledit milieu.

Afin qu'il y ait une véritable harmonie en milieu rural entre l'Homme et l'animal, il conviendra de réserver des espaces vitaux et inviolables pour l'Homme.

Par ailleurs, dans le cadre du bien-être social, des mesures pour l'accès à la propriété des jeunes cadres vont être adoptées. C'est ainsi que sera lancé le programme d'assainissement des quartiers sous intégrés et de viabilisation des parcelles.

Il faut comprendre par viabilisation, le terrassement, les voiries, l'adduction d'eau et d'électricité, le décret d'attribution et le permis de construire.

Ces parcelles seront attribuées à titre gracieux aux jeunes et à tous ceux disposant d'un revenu leur permettant d'accéder à la propriété.

Ce dispositif rendra éligible les ayants droits au crédit immobilier auprès des banques ; l'Etat offrira une garantie hypothécaire.

Cette politique du bien-être sociale s'accordera ainsi au souci de réguler les conditions d'accès et de vie de la population étrangère dans notre pays.

L'immigration sélective participe à l'accroissement de la population et évite une immigration clandestine qui, comme l'exode rural vient accroître la précarité et l'insécurité. En effet, ceux issus de l'immigration clandestine squattent dans des zones de non droit, sans eaux, sans électricité, sans voies de communication, sans école, sans dispensaire, usant de rapines pour survivre, commettant des actes qui sèment beaucoup de désordre.

Au contraire de l'immigration clandestine, l'immigration sélective est voulue et maîtrisée.

Les frontières du Gabon étant poreuses, et afin de se prémunir des vagues d'immigration clandestine et de la saignée de nos finances, tout immigré n'appartenant pas à la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), sans contrat de travail lié à un besoin bien identifié de main d'œuvre, arrivé clandestinement et bien que pouvant disposer par la suite d'une carte de séjour, ne sera pas autorisé à opérer un transfert d'argent et ce, sans dérogation !

Les transferts d'argents feront à cet effet, l'objet d'une stricte et inviolable réglementation.

En prenant de telles mesures, le Gabon disposera d'une batterie de moyens très dissuasifs et efficaces de lutte contre l'immigration clandestine en engageant par ailleurs les clandestins qui se risqueraient cependant à venir au Gabon à faire le choix définitif d'y

vivre et de s'y intégrer sans dévêtir notre pays pour habiller celui qu'ils auront quitté. Un statut de gabonais d'adoption sera en conséquence élaboré à cet effet.

6- LA PROVINCIALISATION

Le socle de notre politique est la Provincialisation.

Chers compatriotes,

Le Président Léon MBA nous a gratifié d'une vision : « Gabon d'abord », vision que partage le PSD.

Le Président Omar BONGO ONDIMBA a dit : « pas de Province supérieure à une autre » sans y croire peut-être lui-même mais, c'est l'ardent souhait des gabonais !

Afin de rendre effectives ces deux visions, le Président Pierre Claver MAGANGA MOUSSAVOU dit : « **Provincialisation** ».

La Provincialisation consacrera le fait que les gabonais prennent en main leur propre développement ; comme elle garantira une répartition équitable du revenu national afin qu'il n'y ait point de Province supérieure à une autre, forgeant ainsi le sentiment d'appartenance à une même Nation.

La Provincialisation est donc cette politique qui consiste à rompre avec l'image d'un pays tourné en arc de cercle vers l'extérieur : tout ce qui entre au Gabon retourne vers l'extérieur, faisant du Gabon un pays dont l'économie est extravertie comme pour démentir chaque jour l'affirmation du Président Léon MBA : « Gabon d'abord ».

La Provincialisation doit être accompagnée d'énormes moyens permettant au Gabon de mener un développement équilibré de l'ensemble des provinces.

Il est envisagé de consacrer au moins 10% du budget général de l'Etat à la Provincialisation. Les provinces seront gérées par des Ministres délégués, Gouverneurs de Province sous l'autorité du Chef du Gouvernement qui devra s'assurer que toutes les provinces connaissent la même évolution, le même type d'engagement pour qu'effectivement, aucune Province ne soit supérieure à une autre.

La répartition des fonds et des missions entre services déconcentrés et décentralisés, communes et conseils départementaux, sera sous-tendue par des textes réglementaires.

A ce propos, des réformes seront engagées pour rendre efficace, efficiente et économique la Provincialisation.

Les Chefs de cantons, de regroupements et de village auront des indemnités revalorisées conformément aux missions d'encadrement et de développement rural qui leur seront désormais confiés.

Ainsi, en affectant moins de 10% du budget global de l'Etat à la déconcentration et à la décentralisation, la Provincialisation, aura des chances de succès et de durée.

La transformation dans la gestion des ressources sous-tendue par un audit sur les finances publiques permettra de dégager des revenus nécessaires à une gestion rationnelle de l'Etat.

Les Provinces verront le retour des conseils provinciaux pour le vote et le contrôle du budget alloué à chaque Province et annexé au budget général de l'Etat, hormis celui affecté à la décentralisation, c'est-à-dire aux communes et conseils départementaux, avant que n'interviennent les réformes.

Les conseillers provinciaux seront constitués d'un collège de 17 élus ou nommés.

Il est à noter que tout fonctionnaire affecté dans une Province est à la disposition du seul gouverneur de province et ne relève plus d'un quelconque ministère.

Les ministres étatiques coordonneront les politiques nationales avec les ministres délégués dont la mission est la gouvernance et l'aménagement des provinces sous l'autorité du Premier Ministre Chef du Gouvernement, autrement dit ils devront passer par le Premier Ministre qui seul est le chef hiérarchique et chapeaute les missions des Gouverneurs de Provinces.

Il faut souligner que les postes budgétaires tant au niveau national que provincial seront désormais rattachés à chaque administration qui devra traduire ses besoins dans un organigramme et pour les secteurs éducation et santé par la tenue annuelle des cartes scolaires et sanitaires pour que soient affectés à chaque entité les postes budgétaires requis.

Le rattachement des postes budgétaires aux administrations évitera désormais tout retard de paiement après embauche et l'Etat ne paiera plus de fonctionnaires fantômes ou à ne rien faire.

Les fonctionnaires affectés en milieu rural se feront payer par une équipe mobile des services départementaux du Trésor pour éviter toute désertion de poste.

Enfin, pour permettre au Gabon d'être acteur de la mobilisation, il sera nécessaire d'orienter son économie vers la globalisation des échanges.

7- LA POLITIQUE DE CO-DEVELOPPEMENT

La politique de Co-développement engagera ainsi le Gabon notre pays à s'attacher à mener une politique extérieure dont la préoccupation doit être principalement son développement économique et social.

Les ambassades et postes consulaires seront réduits avec des compétences élargies et des moyens adéquats.

Le Gabon entretiendra les relations sans exclusive avec tout pays qui le désire en vue de cette politique de Co-développement profitable à la stabilité des échanges.

Le déséquilibre des échanges entraîne un mal développement dont les manifestations négatives se traduisent par la recherche de paradis perdus auprès d'autres mondes.

Les désordres et invasions des pauvres sont liés au fait du manque d'intérêt de généraliser partout le développement.

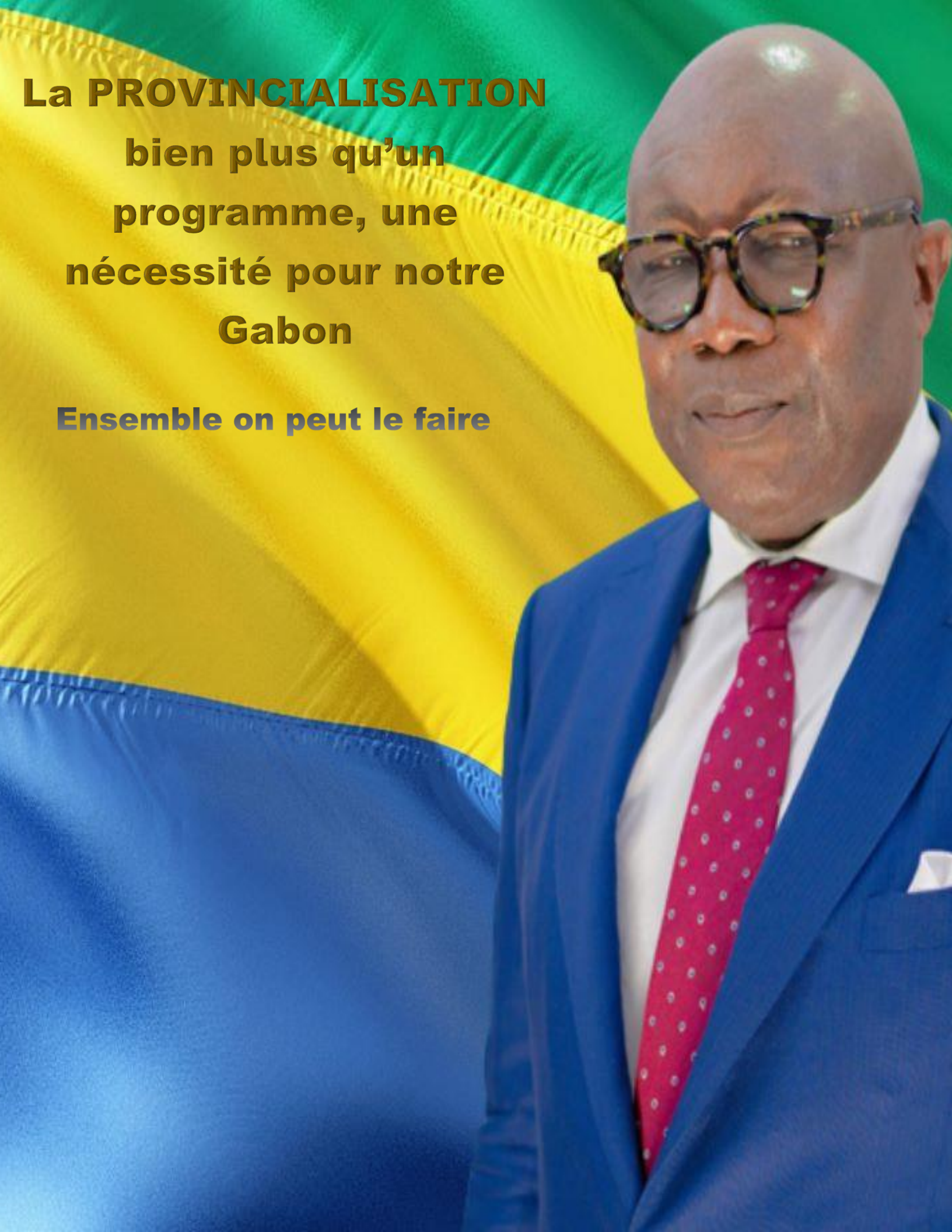
Pour une politique efficiente de l'aide au développement, le PSD préconise des investissements clés en main pour éviter des détournements de fonds qui gangrènent nombre de projets de développement et rendent illisibles les actes des donateurs.

Chers compatriotes,

Le programme d'action du PSD que porte avec ferveur son Président se veut pragmatique, réaliste et volontariste. Pour que ce programme produise les effets escomptés, il importe que vous tous, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes y adhérez.

En effet, le Parti Social Démocrate croit en ce programme parce qu'il permet au Gabon d'accélérer son développement, comme il permet de préserver l'unité, la concorde et la fraternité de tous les gabonais par une meilleure répartition du revenu national.

A tous, le Parti Social Démocrate tend la main pour qu'ensemble nous tournions la page et construisions un Gabon de paix, non point celle des cimetières, mais une paix véritable en consacrant l'essentiel de nos ressources sans rien dissimuler, au bien-être de nos concitoyens afin que demain soit résolument meilleur qu'aujourd'hui.

A man with glasses, wearing a blue suit, white shirt, and red tie with white polka dots, is shown from the chest up. He is looking slightly to the left. The background is the flag of Gabon, which has a green top section, a yellow middle section, and a blue bottom section.

La PROVINCIALISATION
bien plus qu'un
programme, une
nécessité pour notre
Gabon

Ensemble on peut le faire